

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE¹)

5 Avenue du Château, 91450 Etolles
Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Réponses du CLEEE à la consultation de la CRE du 22 juillet 2015 portant sur le Turpe 5.

Les réponses portent sur un les questions 14, 16, 18, 20, 30, 28b

Question 14 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une pointe mobile pour le domaine de tension HTA ?

Sur le principe, l'introduction d'une tarification en pointe mobile est plutôt vertueuse, compte-tenu notamment de la disparition des tarifs EJP verts et jaunes > 36 KVA.

Question 16 : Si vous êtes consommateur, envisagez-vous de souscrire une offre commerciale à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?

Eventuellement, notamment pour une bonne partie des sites qui bénéficiaient de l'EJP, sous réserve évidemment de l'intérêt économique qui n'est pas défini à ce stade (voir ci-dessous réponse à la question 20).

Question 18 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tel dispositif transitoire pour l'hiver 2016-2017 ?

Sa mise en place dès l'hiver 2016/2017 pourrait être intéressante, mais il faudra qu'elle soit accessible aux sites en contrats uniques.

Question 20 : Si vous êtes consommateur, et en particulier si vous êtes actuellement un client du tarif Vert EJP : seriez-vous intéressé par un tel dispositif transitoire ?

En pratique, les économies annoncées paraissent extrêmement faibles (en moyenne, de l'ordre de 0,6% des factures totales de fourniture et d'acheminement hors taxes) si on les compare à l'offre EJP (12% d'économie par rapport au tarif de base, pour certains membres du CLEEE).

Même en ajoutant à l'avantage de la tarification pointe mobile celui des offres d'effacement actuellement proposées par les fournisseurs (offres assez peu attractives financièrement), les consommateurs seront très loin de retrouver le même niveau d'incitation qu'avec l'EJP, et il faut probablement s'attendre à un taux de souscription assez faible.

Question 30 : Etes-vous favorable à la suppression de l'option concave en HTA ?

Nous pouvons comprendre les craintes de la CRE en cas de coexistence de l'option pointe mobile et concave.

Néanmoins, il convient de noter que pour de nombreux consommateurs, dans le cadre du Turpe 4, l'option concave (HTA) est souvent nettement plus intéressante financièrement que les options HTA5 ou HTA8.

Par conséquent, la suppression de l'option HTA pénaliserait fortement les consommateurs dont le profil est peu accidenté mais qui ne seraient pas candidats à la pointe mobile (parce-que pas effaçables), à moins que le niveau tarifaire des options HTA5 et HTA8 ne soit revu significativement à la baisse.

Nous émettons donc des réserves mais ne pourrions nous prononcer réellement que lorsque la CRE sera allée plus loin dans l'analyse détaillée de la future grille Turpe 5.

Nous nous tenons à la disposition de la CRE pour partager sur des simulations le moment venu.

Question 28 de la page 33 : Etes-vous favorable à la tarification à la puissance atteinte pour les utilisateurs raccordés en BT > 36 kVA, HTA et HTB ?

Attention sur la forme, il y a deux questions 28, et celle-ci figure en page 33, entre les questions 31 et 31, n'est pas encadrée, et n'est pas reprise dans la liste des questions en fin de document.

Le passage à la tarification en option atteinte correspondrait, comme le souligne la CRE, à une évolution tout à fait majeure.

L'approche à la puissance souscrite a ceci de vertueux qu'elle oblige les consommateurs à structurer leurs installations de manière à se caler sur cette puissance.

Ce type de contrat donne également une bonne visibilité budgétaire qui nous est indispensable.

Les dépassements, surtout lorsqu'ils sont importants, sont souvent liés à des événements exceptionnels et imprévus. Compte-tenu du surcoût important qu'ils engendrent, notamment en tarif réglementé, nous mettons souvent en place des alertes lorsque des dépassements significatifs se produisent, afin d'analyser et de corriger dans les meilleurs délais nos installations.

Dans l'hypothèse d'une facturation à la puissance atteinte, que se passerait-il d'un point de vue contractuel et financier ?

La puissance maximale atteinte une heure donnée servira-t-elle de base à la facturation du mois suivant ? De l'année suivante ?

On risque d'aboutir à un accroissement de l'incertitude budgétaire, le moindre événement fortuit (anomalie dans la conduite d'une installation, panne ponctuelle d'une installation gaz nécessitant un appel accru à davantage d'électricité, défaut du compteur, qui peuvent ne durer qu'une heure dans le mois...) impactant considérablement le montant à payer sur toute la période.

Sur base des éléments fournis à ce stade, il nous est impossible de prendre une position définitive, mais nous émettons à ce stade les plus grandes réserves.